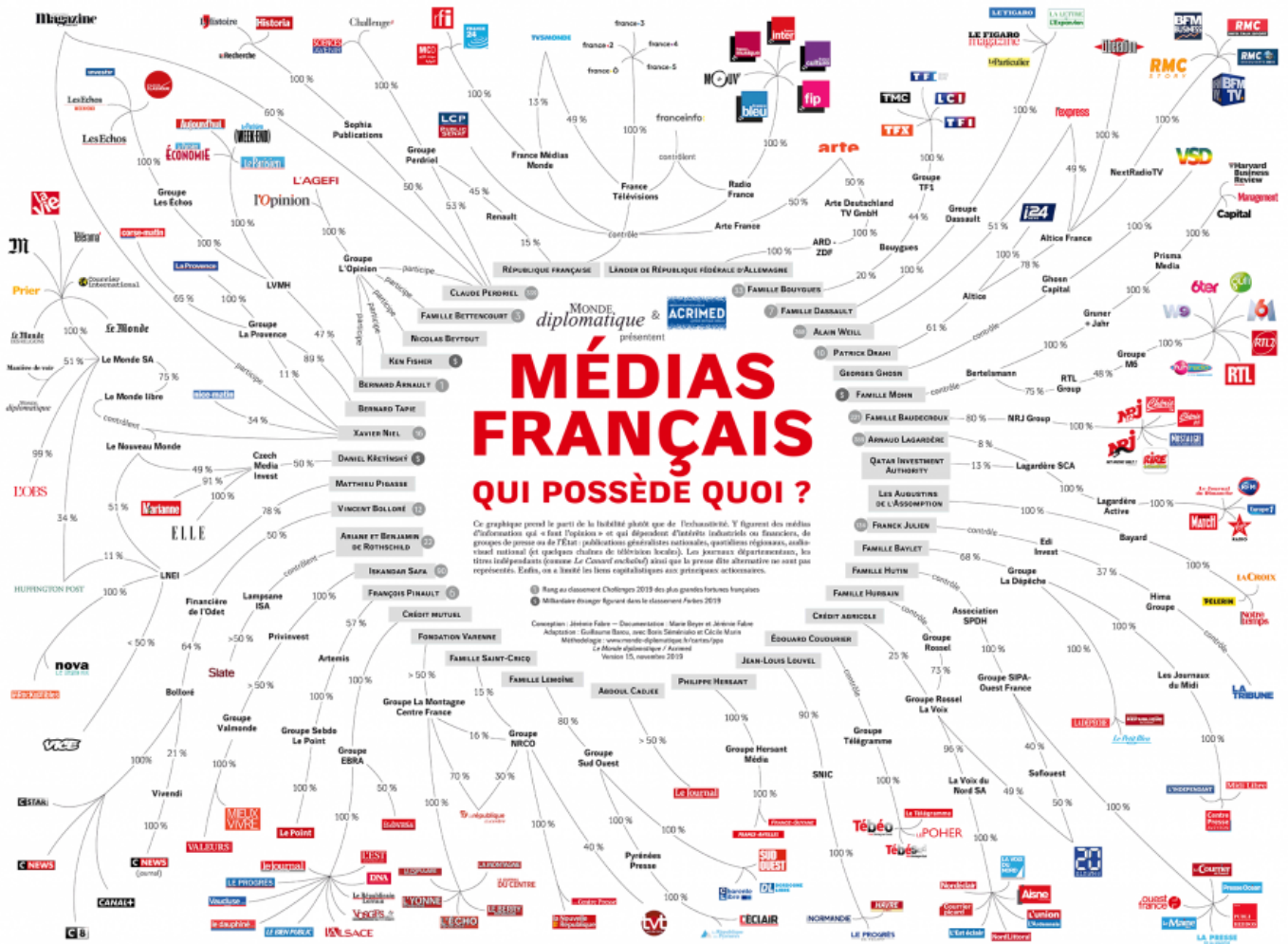


Investigation : Les télévisions et radios sous perfusion (2)



Cette affiche prend le parti de la lisibilité plutôt que de l'exhaustivité. Y figurent des médias d'information qui « font l'opinion » et qui dépendent d'intérêts industriels ou financiers, de groupes de presse ou de l'État. On a limité les liens capitalistiques aux principaux actionnaires.

Après Air France et Renault, la SNCF, l'État vole au secours des radios et télévisions et débloque plusieurs milliards d'euros. Quelle forme prend cette aide exceptionnelle et avec

quelles contreparties ?

L'audiovisuel public reçoit environ 3,8 milliards d'euros de taxe et d'aides publiques

Ce qui représente environ 85 % de son budget. Pour l'essentiel, il s'agit de la redevance audiovisuelle, taxe qui a rapporté 3,5 milliards lors des précédents exercices. À cette manne s'ajoutent 292 millions de subventions, en compensation de l'arrêt de la publicité après 20 heures sur les chaînes publiques.

Les deux tiers de cette redevance financent France Télévisions (10 000 salariés), un cinquième Radio France (4 600), le reste la chaîne Arte, France Médias Monde et l'INA.

<https://fr.novopress.info/194348/scandale-subventions-aux-medias-propagande/>



Ce titre résume à lui seul l'état des médias français !

À cela s'ajoutent encore un financement public (via les budgets du gouvernement) de l'audiovisuel public (497,9 M€), de l'audiovisuel extérieur (RFI, France 24 et TV5 Monde) à

hauteur de 199,1 M€, de soutien aux radios locales avec 29 M€ versés via le [fonds de soutien à l'expression radiophonique](#), et les deux chaînes parlementaires (Public Sénat et la Chaîne parlementaire perçoivent 31,6 M€.

Par ailleurs, l'État français a versé 1,2 milliard d'aides directes (70 millions d'euros d'aides au développement du [portage](#), abonnements à l'[AFP](#), 250 millions d'aides versées pour la restructuration de [Presstalis](#)) et indirectes aux médias, ce qui représente 11 % du chiffre d'affaires du secteur qui est évalué à près de 10 milliards d'euros.

Ces aides publiques tombent souvent dans l'escarcelle de grands groupes industriels ou financiers qui possèdent ces médias. Pour eux, l'État est devenu une vache à lait !



Les consommateurs de télévision, radios, journaux ont-ils la main verte ?

Pourquoi s'arrêter là ?

Alors que les aides à la presse écrite sont concentrées sur les titres papiers, la Cour des comptes recommande "une réforme tournée vers le numérique. L'institution propose également d'instaurer une politique de la demande pour attirer un lectorat plus jeune." Ben voyons.

<https://www.latribune.fr/technos-medias/aides-a-la-presse-la-cour-des-comptes-incite-l-etat-a-soutenir-le-numerique-767489.html>

« Au 2^e Rep, même le chef a vocation à partir au combat »

Le colonel Christophe Tritscher commande le 2^e Régiment étranger de parachutiste de Calvi depuis le 22 juillet dernier. L'officier de 41 ans connaît bien la Balagne puisqu'il y a gravi divers échelons aux cours de sa carrière militaire. Arme à la main, en tenue de combat, nous l'avons rencontré à Calenzana lors de l'exercice militaire Vent d'automne.

Colonel Tritscher, il s'agit de votre quatrième affectation au 2^e Rep de Calvi. Comment devient-on responsable d'un régiment de 1 350 hommes ?

Je suis arrivé pour la 1^{re} fois en 2003. J'ai été lieutenant, c'est-à-dire chef d'une section de 30 légionnaires, durant 3 ans. C'est la 1^{re} étape de la carrière d'un officier. J'ai ensuite commandé, quelques années plus tard, une compagnie de combat de 150 hommes, durant 2 ans. Mon 3^e passage à Calvi, c'était de 2016 à 2018. J'étais chef des opérations, c'est-à-dire le responsable de l'instruction et des opérations, notamment à l'étranger. J'étais lieutenant-colonel à ce moment-là. Moins de deux ans plus tard, après un passage à Paris où j'officialiais à l'état-major de l'armée de terre, me revoilà en Balagne pour 2 ans en tant que chef de corps.

Vous connaissez très bien ce régiment, est-ce pour cela qu'on vous l'a confié ?

Cela peut s'expliquer ainsi. C'est plus facile, pour commander un régiment, de le connaître depuis longtemps parmi différentes couches et différents grades. C'est en partie pour cela. Chef des opérations, mon poste précédent à Calvi, est la marche qui mène assez naturellement à prendre un jour le commandement. C'est l'antichambre.

On imagine le quotidien d'un chef de corps rempli de réunions, de paperasses, de coups de fil innombrables... Bien loin, finalement, de celui des hommes du rang. Or c'est en 1^{re} ligne, en tenue de commando et lourdement armé, que l'on vous rencontre aujourd'hui. Un chef de corps fait beaucoup de choses au quotidien. Il a beaucoup de subordonnés, des spécialistes de chaque domaine, pour traiter les ressources hu-

maines, la logistique, la comptabilité, les finances... Ma journée commence généralement par du sport. Je l'imagine ensuite en deux volets. On se tourne d'abord vers le bas, vers l'intérieur, on se préoccupe de ses légionnaires. On se tourne ensuite vers le haut, vers l'extérieur, c'est-à-dire la hiérarchie. Enfin, un régiment vit au rythme de la région qui l'accueille et il est lié à son environnement. Auprès des élus et de la préfecture, je suis l'ambassadeur de la légion.

Vous participez aux exercices de combat. Un chef de corps, c'est avant tout un légionnaire ?

Ici, tout le monde à vocation à partir au combat, même le chef. Chacun a des spécialités, la cuisine, le parachute, le commandement etc., mais reste avant tout un combattant. Cela fait notre force, notre spécificité.

La Balagne accueille le Rep depuis un demi-siècle, entre mer et montagne. C'est un terrain d'entraînement très varié, presque idéal ?

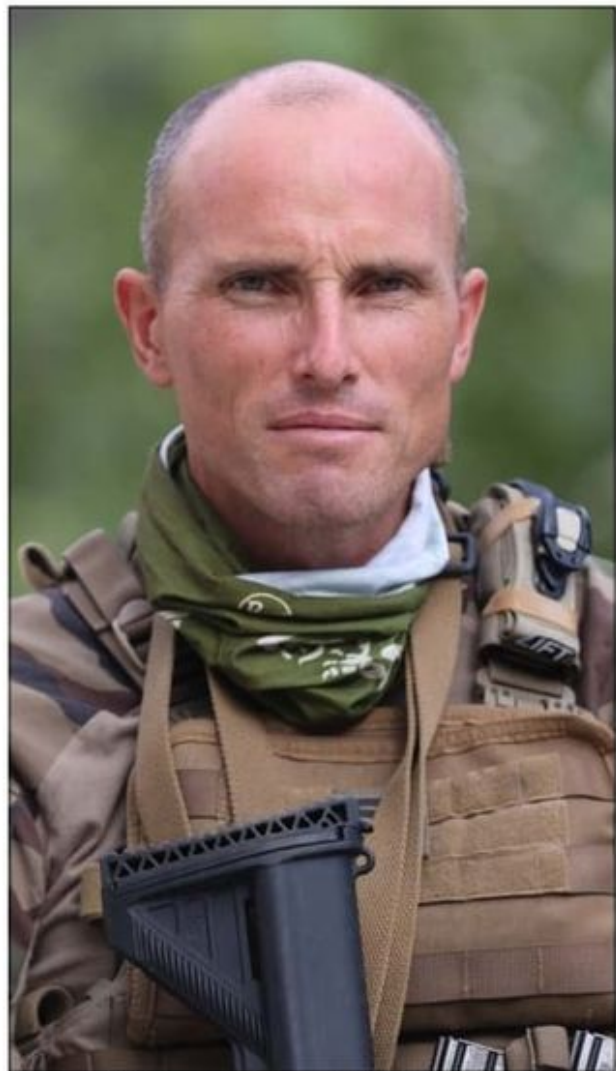
Il nous permet en effet d'être rustiques à bas efforts, car tout est à portée de main. À l'entraînement, le légionnaire cherche à se dépasser et trouve tout ce dont il a besoin ici. Les résultats sont vite visibles et nos hommes atteignent un niveau physique élevé. On développe aussi nos capacités et nos spécificités : le combat urbain, le combat en montagne, le nautisme, le tir et les explosifs et enfin le milieu désertique. Ce dernier est la seule chose qu'on n'a pas vraiment ici.

Quels sont les rapports avec les institutions locales ?

Ils sont excellents. Depuis trois ans, la Balagne est une zone d'entraînement permanent, grâce à nos bonnes relations avec les élus et la préfecture. Depuis ma prise de fonction début juillet, j'ai rencontré beaucoup de maires et je compte bien poursuivre. J'ai été remarquablement accueilli.

L'exercice Vent d'automne s'achève. Quel ont été ses objectifs et son bilan ?

Environ 600 hommes ont été déployés. On préparait ça depuis 4 à 6 mois. Il est important de savoir ce que l'on veut travailler. Quels types de missions : attaque ou



Le colonel Christophe Tritscher est à la tête de la Légion étrangère de Calvi depuis juillet dernier. Le nouveau chef de corps revient sur son parcours et sur son rôle « d'ambassadeur » de l'armée en Balagne. OLIVIER SANCHEZ/CRYSTAL PICTURES

défense, en véhicule ou à pied, de jour ou de nuit ? C'est à nous d'élaborer le scénario en fonction de nos besoins. Ensuite, il faut repérer les zones et démarcher les différentes mairies. C'est la partie la plus facile. Le but n'est absolument pas de s'amuser mais plutôt d'éprouver les hommes, de leur apprendre à aller à l'essentiel, à prendre des décisions rapides, à être efficace dans des conditions loin d'être optimales. L'ennemi n'attend pas qu'on soit prêts pour nous attaquer. À présent, il va falloir être critique sur ce qui a fonctionné et ce qu'il faut corriger.

Quelle direction va prendre le Rep sous votre commandement ?

Rien d'innovant, il faut qu'il poursuive sur la lancée et garde sa bonne implantation en Balagne. Calvi c'est le Rep, et le Rep c'est Calvi. Une famille qui se sent bien, c'est un mari heureux au régiment et donc plus efficace. J'aurai une ambition, c'est de maintenir le haut niveau d'entraînement de notre régiment. On est le régiment des coups durs, celui qu'on sollicite pour sa rusticité. C'est notre marque de fabrique.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-FRANÇOIS PACELLI

Il existe néanmoins quelques journaux régionaux, notamment en

Corse, qui informent avec objectivité.

Qui paie commande

Tout le monde connaît le vieil adage "Qui paie commande". La contrepartie de cette manne financière impose aux médias de télévision, de radio, de presse écrite une obéissance servile à l'appareil d'État.

Dès 1958, en revenant aux manettes, Charles de Gaulle avait compris l'importance du contrôle des médias. Il avait alors nommé un compagnon de la libération, Pierre Lefranc, ministre de l'Information.

Idem pour François Mitterrand qui avait nommé un très proche, Georges Fillioud, ministre de l'Information, alors que ce dernier, maire PS de Romans, dans la Drôme, n'avait aucune expérience des journaux et des médias.

Tous ces médias sous perfusion déclinent, régressent, car ils ont perdu la confiance des Français. Ainsi, la télévision a vu son taux d'audience sombrer à 38 %, la presse écrite est tombée à 44 % au niveau de son audience et la radio à 50 %.

C'est du jamais vu depuis plus de 30 ans !

Et pour cause ! Entre les enquêtes bâclées, les entretiens biaisés, les copiés-collés de dépêches AFP et les « articles » écrits dans l'urgence sans vérification, ou même réécrits en douce pour éviter le scandale, on est tombé bien bas, très bas.

Autrefois qualifiée de 5^e ou de 4^e pouvoir, la presse est devenue le supplétif d'un pouvoir qui censure, qui réprime les Gilets jaunes, qui interdit de manifester, qui détruit la biodiversité, qui affaiblit le pouvoir d'achat des retraités, qui favorise l'immigration de masse, qui, en résumé, "macronise" tout un pays !

Francis GRUZELLE
Carte de Presse 55411